

## Annexe

### Annexe I

#### Routes marocaines

- 1) Points au Maroc - Canaries-Nouadhibou
- 2) Points au Maroc - Nouadhibou-Dakar

#### Routes mauritaniennes

- 1) Points en Mauritanie - Las Palmas-Casablanca ou Rabat
- 2) Points en Mauritanie - Fdeirick-Agadir
- 3)

### Annexe II

#### En application :

- des articles 77 et 79 de la convention relative à l'aviation civile internationale, visant la création par deux ou plusieurs Etats d'organisations d'exploitation en commun ou d'organismes internationaux d'exploitation,
- des articles 4 et 2 des pièces en annexe du traité relatif au transport aérien en Afrique, signé à Yaoundé le 28 mars 1961, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie se réserve le droit et le Gouvernement du Royaume du Maroc l'accepte, de substituer, le cas échéant, la Société Air-Afrique à la Compagnie Nationale Air Mauritanie, comme instrument choisi de la
- République Islamique de Mauritanie pour l'exploitation des services agréés

#### Accord sur la navigation maritime

entre le Royaume du Maroc et la République Islamique de Mauritanie.

Le Gouvernement de S.M. Le Roi Du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie,

Désireux d'encourager dans un esprit de fraternelle amitié le développement harmonieux des échanges maritimes entre le Maroc et la Mauritanie et d'éliminer les difficultés qui pourraient se présenter dans ce domaine.

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article premier

Dans le présent accord :

- 1) Le terme "navire d'une partie contractante" désigne tout navire battant pavillon de cette partie conformément à sa législation. Cependant ce terme ne comprend pas les navires de guerre.
- 2) Le terme "membre de l'équipement du navire" désigne toute personne occupée pendant le voyage à bord du navire à l'exercice de fonctions liées à l'exploitation du navire ou à son entretien et figurant sur le rôle de l'équipage.

#### Article 2

Le présent accord s'applique au territoire du Royaume du Maroc, d'une part, et du territoire de la République Islamique de Mauritanie, d'autre part.

### Article 3

Les parties contractantes réaffirment leur attachement au principe de la liberté de la navigation commerciale et conviennent de s'abstenir de toutes actions à caractère discriminatoire dans ce domaine, car ils sont convaincus que de telles actions sont de nature à nuire au développement du commerce international.

### Article 4

- 1) Chacune des parties contractantes assurera dans ses ports aux navires battant pavillon de l'autre partie le même traitement qu'à ses propres navires ou à ceux qui leur sont assimilés.
- 2) Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas aux navigations, activités et transports légalement réservés par chacune des deux parties, et, notamment, aux services de port, au remorquage, au pilotage et au cabotage national, ni aux formalités relatives à l'entrée et au séjour des étrangers.

### Article 5

Les parties contractantes, dans le cadre de leurs législations et de leurs règlements portuaires, prendront les mesures nécessaires en vue de réduire dans la mesure du possible le temps de séjour des navires dans les ports et de simplifier l'accomplissement des formalités administratives, douanières et sanitaires en vigueur dans lesdits ports.

### Article 6

Les parties contractantes veilleront à ce que soient prises toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre des principes prévus aux articles 4 et 5 du présent accord.

### Article 7

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature et demeurera en vigueur, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes le dénonce, moyennant préavis de six (6) mois.

Fait à Rabat, le 9 juillet 1970 en double original, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc

Pour le Gouvernementale la République Islamique de Mauritanie

### Annexe 3

A l'issue des travaux de la commission mixte maroco-mauritanienne, réunie les 6 et 7 juillet 1970 à Rabat, les deux parties ont adopté un projet de création d'une Société maritime d'affrètement, de consignation, de manutention et de transit.

Ils en ont défini les grands principes et les lignes d'action, soulignant entre autre, l'intérêt de la participation de la Compagnie marocaine de navigation dans cette société à qui elle apportera tout le concours possible, notamment en matière de formation de cadres.

Les deux parties ont chargé leurs techniciens de définir incessamment les modalités d'application afin de permettre la mise sur pied et le fonctionnement de cette société dans les plus brefs délais.

Protocole d'accord en matière de pêche maritime entre  
le gouvernement du Royaume du Maroc et  
le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie,

Animés de la volonté de consolider et d'intensifier les relations fraternelles entre les deux Etats ;

Persuadés de l'intérêt commun que représente, pour les deux pays, l'exploitation rationnelle des ressources vivantes de la mer le long de leurs côtes ; ainsi que de la nécessité d'assurer, par des mesures appropriées, la protection et la sauvegarde desdites ressources ;

Désireux de définir à cet effet les conditions générales d'une coopération amicale et permanente,

Décident de mettre en application les dispositions suivantes, qui pourront être complétées par d'autres accords.

#### Article I

Les parties contractantes s'engagent à développer leur coopération en matière de pêche maritime et notamment à encourager la constitution de sociétés mixtes, dans les domaines ci-après :

- Construction navale,
- Armement à la pêche,
- Commercialisation des produits de la pêche,
- Promotion des industries de transformation des produits de la pêche.

#### Article II

Les parties se consulteront pour le développement de la recherche scientifique et technique en matière de pêche, et échangeront toutes études et informations relatives à l'océanographie, la biologie marine et les statistiques de pêche.

#### Article III

Les navires appartenant à chacune des parties pourront utiliser les installations portuaires de l'autre partie, aux fins de réparations, approvisionnement ou stockage des produits de pêche.

#### Article IV

Chaque partie pourra obtenir, sur sa demande, des autorisations de pêche dans les eaux territoriales de l'autre partie, pour des navires de pêche appartenant à des armateurs nationaux ou à des sociétés nationales.

#### Article V

Pour l'application de l'article IV, il sera requis :

- a) que les bâtiments de pêche soient immatriculés sous le pavillon de l'une des parties ;
- b) que leurs propriétaires, armateurs, capitaines, patrons et tout autre personnel d'encadrement soient des nationaux de l'une des parties. Dans le cas où le propriétaire ou l'armateur serait une société, des parts du capital détenues par les ressortissants nationaux de l'une ou l'autre partie concernée, devront être supérieures à 50 % et le contrôle effectif de l'affaire, dévolu audits ressortissants ;
- c) que les équipages soient composés par des matelots nationaux des parties.

#### Article VI

Les navires autorisés à pêcher dans le cadre du présent accord se conformeront aux législations et règlements respectifs, en vigueur dans les deux Etats.

## Article VII

Les deux Etats s'engagent à harmoniser progressivement leurs législations et réglementation respectives, dans le domaine de la pêche maritime, et se consulteront périodiquement, à cet effet.

Ils décident, en outre, de constituer un comité technique mixte qui se réunira chaque fois que nécessaire et au moins une fois l'an. Ce comité étudiera et proposera aux deux gouvernements toutes mesures appropriées en vue du renforcement de la coopération maroco-mauritanienne en matière de pêche.

Le comité mettra au point, le cas échéant, et proposera les solutions convenables aux problèmes qui surviendraient éventuellement dans le cadre du présent accord.

## Article VIII

Le Royaume du Maroc apportera à la République Islamique de Mauritanie une aide sur les plans de l'assistance technique et de la formation professionnelle. Des places et des bourses seront réservées dans les écoles maritimes marocaines aux étudiants et stagiaires mauritaniens, désignés par le gouvernement mauritanien.

## Article IX

Le présent protocole d'accord devra être ratifié par chacune des parties conformément à ses dispositions constitutionnelles et entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Fait à Rabat, le 9 juillet 1970 en double original, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc  
Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

Rabat, le 9 juillet 1970.

Le président de la délégation du Royaume du Maroc

Monsieur le président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre ce jour et de vous confirmer l'accord de ma délégation sur ce qui suit :

'Au cours des négociations qui ont abouti à la signature du protocole d'accord en matière de pêche en date de ce jour, il a été décidé que, pour l'application de l'article quatre de cet accord, chacune des parties s'engage à accorder des autorisations de pêche dans ses eaux territoriales aux navires appartenant à des armateurs nationaux ou à des sociétés nationales de l'autre partie, et ce conformément à sa réglementation en vigueur.'

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le président, de bien vouloir me confirmer l'accord de votre délégation sur ce point.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le président de la délégation  
de la République Islamique de Mauritanie.

Rabat, le 9 juillet 1970.

Le président de la délégation de la République Islamique de Mauritanie

Monsieur le président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour et de vous confirmer l'accord de ma délégation sur ce qui suit :

"Au cours des négociations qui ont abouti à la signature du protocole d'accord en matière de pêche en date de ce jour, il a été décidé que, pour l'application de l'article quatre de cet accord, chacune des parties s'engage à accorder des autorisations de pêche dans ses eaux territoriales aux navires appartenant à des armateurs nationaux ou à des sociétés nationales de l'autre partie, et ce conformément à sa réglementation en vigueur."

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.  
Monsieur le président de la délégation du Royaume du Maroc.

\*  
\* \*

Accord commercial entre le gouvernement du  
Royaume du Maroc et le gouvernement de  
la République Islamique de Mauritanie.

Le Gouvernement du Royaume du Maroc  
et  
Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Animés du désir de voir en développer entre les deux pays des relations amicales ;  
Désireux d'accroître leurs relations économiques et leurs échanges commerciaux sur la base  
des principes de l'égalité et des avantages réciproques ;  
Sont convenus des dispositions suivantes :

#### Article premier

Le gouverneraient du Royaume du Maroc accorde la franchise du droit de douane aux  
produits originaires et en provenance de la Mauritanie repris sur la liste B annexée au présent  
accord.

Le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie accorde la franchise du droit de  
douane aux produits originaires et en provenance du Maroc repris sur la liste A annexée au  
présent accord.

Les produits originaires et en provenance du Maroc et non repris sur la liste A bénéficieront  
du régime du tarif minimum en Mauritanie.

Les deux gouvernements s'accorderont un traitement aussi favorable que possible dans  
l'accord réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

#### Article 2

Aux fins du présent accord, sont considérés comme produits marocains, les produits qui sont  
originaires et en provenance du Maroc et comme produits mauritaniens les produits qui sont  
originaires et en provenance de la Mauritanie.

#### Article 3

Une commission mixte chargée d'étudier les aménagements éventuels se réunira toutes les  
fois que l'une des parties contractantes en fera la demande, au moins une fois par an.

Elle soumettra à l'approbation des deux gouvernements toutes propositions tendant à accroître les échanges et à améliorer les relations commerciales entre les deux pays.

#### Article 4

Les services compétents des deux gouvernements se communiqueront périodiquement tous les renseignements utiles concernant les échanges commerciaux et notamment les statistiques d'importation portant en particulier sur les produits figurant aux listes visées à l'article premier du présent accord.

#### Article 5

Les règlements relatifs aux échanges commerciaux entre le Maroc et la Mauritanie s'effectueront en francs français ou en toute autre devise librement convertible.

#### Article 6

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa ratification et sera valable pour une période d'un an. Il sera renouvelé par tacite reconduction d'année en année tant que l'une ou l'autre partie ne l'aurait pas dénoncé par écrit avec un préavis de trois mois avant son expiration.

Fait à Rabat, le 9 juillet 1970 en double original en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

#### Liste A

Produits marocains importés en Mauritanie en exonération du droit de douane

- 07 01 Légumes et plantes potagères, à l'état frais ou réfrigéré.
- 07 02 Légumes et plantes potagères, cuits ou non, à l'état congelé.
- 07 03 Légumes et plantes potagères présentés dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, mais non spécialement préparés pour la consommation immédiate.
- 07 04 Légumes et plantes potagères, desséchés, déshydratés ou évaporés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés.
- 07 05 Légumes à cosses secs, écosés, même décortiqués ou cassés.
- 08 02 Agrumes fraîches ou sèches.
- 08 03 Figues fraîches ou sèches.
- 08 04 Raisins frais ou secs.
- 08 05 Fruits à coques (autres que ceux du n° 08 01) frais ou secs, même sans leurs coques ou décortiqués.
- 08 06 Pommes, poires et coings frais.
- 08 07 Fruits à noyaux frais.
- 08 08 Baies fraîches.
- 08 09 Autres fruits frais.

08 10 Fruits, cuits ou non, à l'état congelé, sans addition de sucre (fruits des numéros repris ci-dessus).

08 11 Fruits présentés dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation non spécialement préparés pour la consommation immédiate (fruits des numéros repris ci-dessus).

10 06 Riz.

17 01 31 Sucre en pain.

## Liste B

Produits mauritaniens importés au Maroc en exonération du droit de douane

01 06 Cameline.

05 09 Cornes de bétail brutes.

05 09 Sabots.

13 02 Gomme arabique.

41 01 Cuir et peaux brutes.

44 27 Ouvrages en bois travaillé.

Le président de la délégation du Royaume du Maroc

Monsieur le président.

"Me référant à notre entretien de ce jour concernant les produits à exporter par la Mauritanie sur le Maroc en franchise du droit du douane, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me marquer votre accord sur la tenue d'une réunion entre les experts mauritaniens et marocains de l'élevage, en vue d'étudier les possibilités d'importation au Maroc de carcasses de bovins."

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le président de la délégation  
de la République Islamique de Mauritanie.

Le président de la délégation de la République Islamique de Mauritanie

Monsieur le président.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour et de vous confirmer l'accord de ma délégation sur ce qui suit :

"Me référant à notre entretien de ce jour concernant les produits à exporter par la Mauritanie sur le Maroc en franchise du droit du douane, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me marquer votre accord sur la tenue d'une réunion entre les experts mauritaniens et marocains de l'élevage, en vue d'étudier les possibilités d'importation au Maroc de carcasses de bovins."

Veillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le président de  
la délégation du Royaume du Maroc.

Le président de la délégation du Royaume du Maroc

Monsieur le président.

"Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de l'accord commercial en date de ce jour, il a été décidé que, pour des raisons de continuité dans nos relations commerciales, les dispositions de l'accord entreront provisoirement en vigueur à compter du 9 juillet 1970 en attendant la ratification de celui-ci par les deux parties."

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le président, de bien vouloir me confirmer l'accord de votre délégation sur ce point.

Veillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le président de la délégation de  
la République Islamique de Mauritanie.

Le président de la délégation de la République Islamique de Mauritanie

Monsieur le président.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour et de vous confirmer l'accord de ma délégation sur ce qui suit :

"Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de l'accord commercial en date de ce jour, il a été décidé que, pour des raisons de continuité dans nos relations commerciales, les dispositions de l'accord entreront provisoirement en vigueur à compter du 9 juillet 1970 en attendant la ratification de celui-ci par les deux parties."

Veillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le président de  
la délégation du Royaume du Maroc.